

Les jardins des villes prennent racine
Société - Potagers

Habitat pavillonnaire : le début de la fin ?
Accueil / Modes de vie / Logement / Habitat pavillonnaire : le début de la fin ?

Avec la crise, la colocation
concerne toutes les
générations

MOD / US

un « tiers-lieu » réveille le quartier

La Commune, un nouvel espace aux usages multiples,
dynamise cette zone en pleine transformation

Depuis 2000, la part des 18-29 ans habitant
chez leurs parents augmente à nouveau

Ils habitent l'immeuble
qu'ils ont conçu ensemble

Bureaux : vers la fin des open space ?

Comment les nouvelles façons de travailler
influencent les espaces

Logements neufs : la mode
des espaces partagés

Les promoteurs incluent désormais des salles des fêtes collectiv
des communes, des espaces de « coworking »... Séduisant,

Explorer l'évolution des modes de vie pour mieux accompagner les politiques urbaines

Observer l'évolution des modes de vies, pourquoi ?

L'individualisation et la personnalisation des services

La complexification des parcours de vie

De la propriété à l'usage

L'individu acteur

La décompartmentation des fonctions

Les pratiques quotidiennes et les modes de pensée :
entre local et global

Observer l'évolution des modes de vie, pourquoi ?

Des logiques de transformations complexes qui justifient un besoin d'observation

Si la société est en transformation constante, son rythme d'évolution semble s'accélérer depuis une dizaine d'années, poussé par les innovations numériques, les enjeux environnementaux, la globalisation de l'économie et la circulation des idées et des modes de pensées. Conjointement, les pratiques et les modes de vie des individus évoluent également plus rapidement et en profondeur, particulièrement les modes de vies urbains associés au phénomène de métropolisation.

Au cours des 60 dernières années, les hommes comme les femmes ont gagné **14 ans** d'espérance de vie en moyenne.

Insee, RP.

Ce contexte impose un questionnement en profondeur des politiques publiques afin d'intégrer les nouveaux enjeux, usages et besoins. Ainsi dans nos métiers d'accompagnement à l'élaboration des politiques urbaines, la nécessité de mieux comprendre les transformations à l'œuvre, d'observer les nouveaux usages, apparaît aujourd'hui plus que jamais essentielle. Une meilleure connaissance de ces changements favoriserait l'intégration de leurs impacts dans la transformation de la ville. Quelles attentes en terme d'habitat, de bureaux, de services de proximité ? Quelles nouvelles mobilités ? Quelle offre en équipement commercial en centre-ville et en périphérie pour quelles pratiques de consommation ? Faut-il renouveler le dessin des villes ? etc.

Seulement, observer les modes de vie pour adapter les politiques publiques n'est pas chose aisée, et ce pour plusieurs raisons, et avant tout parce l'objet observé est multiple, protéiforme, peu stable et transversal. Les transformations observées sont-elles pérennes ? Les mouvements minoritaires voire contraires sont-ils annonciateurs des modes de vie de demain ou resteront-ils toujours en marge du courant principal ? Certains mouvements à l'œuvre nous échappent car moins visibles, moins observés, ce qui dans nos démarches prospectives, qui s'appuient sur les mouvements d'aujourd'hui pour en déduire ceux de demain, peut conduire à l'erreur. Enfin, certains se sont tellement vite diffusés, qu'on en oublie les ruptures qu'ils constituent, et aussi parfois les laissés pour compte (par exemple, les pratiques numériques qui bouleversent les sociabilités, les modes de diffusion des idées, etc. et les fractures numériques).

D'autant plus, qu'une des gageures des politiques publiques de demain est de continuer à garantir des services et aménités accessibles à tous, en privilégiant la mixité à chaque fois que possible, alors même que les évolutions tendent à redessiner la cartographie sociale des villes et que les inégalités sociales et territoriales tendent à s'accroître.

Deux affirmations rencontrent un égal succès : que le monde s'homogénéise, et que tout s'y ressemble de plus en plus (...) ou au contraire que tout s'individualise et que chacun se différencie des autres de manière croissante.

La métropole des individus, Alain Bourdin, 2005.

Une société qui connaît des évolutions profondes

Globalisation / polarisation / métissage : trois tendances étroitement liées

La mondialisation - ou anglicisme *globalisation* - est une réalité depuis que le seul système de l'économie de marché régit les économies de l'ensemble de la planète. Le développement des flux et des échanges de toute nature (des biens, des personnes, des idées...) à l'échelle mondiale, comme la diffusion de certaines technologies qui les favorisent (transport aérien, internet...), sont à la fois les causes et les conséquences de cette mondialisation.

Une mondialisation qui favorise l'ouverture et la confrontation aux autres, la diffusion des cultures et des idées, l'interdépendance, le métissage, l'apprentissage de l'altérité... mais qui est aussi facteur de nouvelles inégalités et de phénomènes de replis identitaires, notamment chez ceux qui se sentent exclus de ses bénéfices.

En effet, se produit dans le même temps un phénomène de **polarisation des sociétés occidentales**. Alors que les années 1940/1970 voyaient le développement d'une classe moyenne, depuis les années 1980 la société semble se recomposer autour de deux pôles. Deux pôles qui, en termes de conditions de vie et de travail s'éloignent de plus en plus et dont entre lesquels la perméabilité s'amointrit. Un écart qui se mesure aussi dans les valeurs et la confiance en l'avenir. Cette polarisation vient amplifier les décalages entre des habitants qui se sentent en dehors de la dynamique et d'autres qui tirent bénéfice d'un accès toujours plus large aux ressources matérielles, culturelles... Parmi les facteurs de cette polarisation se trouvent la mondialisation, le commerce international, l'avènement des nouvelles technologies... des mouvements de fond qui contribuent à la destruction des emplois « intermédiaires » et à la paupérisation d'une part toujours plus grande d'une partie des classes moyennes.

Si la mondialisation permet la circulation des idées et courants de pensées, les éléments qui se diffusent ainsi sont aussi différents que l'altermondialisme, les mouvements libéraux ou terroristes, des mouvements internationaux d'activisme dans l'espace public pour reprendre de la place aux voitures (parking day)... et dans lesquels les individus piochent pour élaborer leur système de pensée. A l'échelle individuelle, la réalité des modes de vies et des usages conjuguent, selon les individus et les groupes d'appartenance, des pratiques de consommation, des codes culturels... à la fois globalisés et ancrés dans le local ou l'identitaire - des points qui traduisent tout à la fois une homogénéisation des modes de vies et un retour des particularismes.

L'enjeu environnemental et de préservation des ressources

La prise de conscience des enjeux environnementaux et de préservation de la planète compte parmi les phénomènes marquants. Elle se traduit là encore de manière très diversifiée : conjuguée à une recherche de « qualité de vie », la considération de l'impact sur l'environnement de nos pratiques quotidiennes, de nos modes de consommation, de déplacements... produit un retour vers le « local » ; elle motive aussi une course en avant vers le développement de technologies « propres », poussée par la manne économique que peut représenter leur diffusion à l'échelle mondiale.

Allongement de la durée de vie et séquençage du cours de la vie

Les modes de vie et les usages ne peuvent désormais se comprendre qu'en tenant compte de deux tendances lourdes : l'allongement de la durée de vie et l'individualisation. Moins soumis aux codes collectifs des religions et de la famille, dépendant des aléas liés à la conjoncture économique, les parcours de vies s'organisent aussi à une échelle territoriale plus vaste et en différentes séquences qui ne s'enchaînent plus de manière linéaire comme dans le passé. Des séquences qui sont d'autant plus nombreuses que nous vivons plus vieux et en bonne santé. Décompositions, recompositions familiales, périodes d'emplois, de chômage, de formation professionnelle, préadolescence, adolescence, 3^e âge, 4^e âge, mobilité résidentielle... constituent les jalons du déroulement de nos vies.

Les outils numériques leviers de ces changements

La diffusion rapide et massive des technologies numériques intervient comme facilitateur et accélérateur de ces changements.

L'hyper modernité, lorsqu'elle devient mondialisation, tend à tout intégrer dans une même civilisation mondiale (...).

La métropole des individus, Alain Bourdin, 2005.

L'individualisation et la personnalisation des services

Il s'agit probablement d'un des éléments les plus manifestes dans l'évolution des modes de vie, et dont les incidences sont considérables sur la manière dont s'organisent les pratiques et les usages des habitants.

L'individualisation est un processus de long terme de construction de l'individu comme sujet en même temps qu'il s'affranchit des carcans collectifs et des assignations statutaires. Ce processus, qui connaît une accélération depuis quelques décennies, est à lier à la démocratie et au développement du marché. L'individu est aujourd'hui valorisé dans sa singularité : culture du choix, recherche de l'affirmation de son autonomie, émancipation des contraintes... A moins qu'il ne s'agisse d'une soumission à une injonction sociale, celle d'« être soi » et un « soi » authentique. Sans doute la réalité procède-t-elle de ces deux facettes.

Pour s'en sortir dans la complexité de la vie contemporaine en général, dans celle des métropoles en particulier, les individus ont besoin de compétences et de ressources spécifiques. Avoir accès à l'information - à la bonne information noyée dans une masse toujours plus importante - et la comprendre est devenu indispensable à la réalisation de nos tâches quotidiennes comme faire un trajet complexe en transport en commun, par exemple. Chacun doit organiser un quotidien qui lui est propre et donc avoir les compétences cognitives et relationnelles adéquates. S'y ajoute le développement de capacités financières

qui permettent de déléguer une partie des tâches, celles relevant du domestique notamment. En effet de manière concomitante à l'individualisation, la sphère des services publics ou privés (d'une assistance) se renforce et vient grossir l'ensemble des ressources auxquelles l'individu aspire à avoir accès.

Entre 1998 et 2010, la proportion de semaines normales de travail (sans congés, ni jour de RTT) est passée de **81 %** à **73 %**.

Insee, Enquête emploi du temps.

L'importance des compétences nécessaires et des capacités (cognitives, relationnelles, financières) d'accès à ces ressources sont autant de facteurs liés à l'individualisation qui accroissent le risque d'inégalités sociales dans la vie quotidienne.

L'individu valorisé dans sa singularité : culture du choix, recherche de l'affirmation de son autonomie et de l'émancipation des contraintes.

Un autre aspect du phénomène relève de la sphère commerciale et de consommation où désormais l'individualisation de l'expérience se vend comme processus de différenciation. La consommation prend une place croissante dans l'organisation sociale en permettant à l'acheteur d'affirmer son individualité et de sa différence aux autres.

L'exemple du marché de l'automobile est éclairant. Alors que d'un point de vue industriel la production automobile est techniquement standardisée et de plus en plus intégrée au sein de quelques grands groupes mondiaux, les marques demeurent, les options se multiplient, les couleurs se diversifient... chacun pouvant ainsi avoir une voiture distincte de celle du voisin.

Poussée un cran de plus, cette recherche de distinction par la consommation, conduit aujourd'hui les acteurs économiques à jouer sur les notions d'ambiances, d'images, de valeurs sociales. L'apparence des magasins, des centres commerciaux se modifie. Le contexte d'achat devient ainsi plus important que le produit acheté !

Cela se diffuse au-delà des biens de consommation. Si la qualité et la variété des services proposés par une ville entrent dans le choix résidentiel des ménages - de ceux qui ont le choix- l'attractivité se fonde sur des réalités moins tangibles. Les individus recherchent une ambiance, ce qui fait appel à la perception : l'éclairage, la convivialité, le traitement de l'espace public (espaces piétons, végétalisation décorative, confort d'usages).



Nouveaux services, mi-public, mi-privé qui répondent à nos modes de vie contemporains : une conciergerie dans un quartier de Toulouse

Un peu partout dans les grandes villes se réinvente un service qui avait disparu : les conciergeries. Proposer un ensemble de prestations (pression, réparation, cordonnerie, etc.) qui facilitent la vie quotidienne des habitants d'un quartier (ou d'une entreprise ou un autre site), à la manière des anciennes conciergeries d'immeuble. Certaines de ces nouvelles conciergeries sont solidaires : elles visent aussi la solidarité, le lien social voire l'animation. C'est le cas de la conciergerie Allo Bernard, dans le quartier Arnaud Bernard de Toulouse. Répondre à l'isolement des personnes, notamment les personnes âgées ou en perte d'autonomie, faciliter le quotidien des habitants par de menus services (arroser les plantes, location de matériel, bricolage, livraisons...), favoriser le maintien à domicile des séniors (visites, cours d'informatique, activités collectives...) et enfin proposer un lieu ouvert à tous, animé, qui mixe les habitants d'un quartier : voici les missions de ce lieu hybride. Entre un équipement de proximité et une entreprise de services à la personne, la conciergerie possède une autonomie financière tout en bénéficiant pour certains services de subvention publique. Aujourd'hui présente au centre de Toulouse, ce concept se développe aussi sur d'autres territoires.

Source : <http://allo-bernard.fr/>



Emménagez dans un logement qui vous ressemble



Emménagez dans un logement qui vous ressemble

HabX est une start Up qui propose à de futurs acquéreurs de trouver un lieu de vie et de customiser un logement pour correspondre à leurs attentes. Elle a signé une convention avec Oppidea, société d'économie mixte (Sem) pour proposer sur sa plate-forme collaborative les programmes immobiliers d'Oppidea (et les promoteurs partenaires). Une plate-forme sur laquelle les futurs propriétaires vont indiquer leurs préférences en matière de localisation, de services partagés... et pouvoir définir les caractéristiques et l'agencement intérieur de leur logement.

Un service destiné aux acquéreurs qui permet au promoteur d'ajuster la conception de l'immeuble aux désirs de ses habitants futurs et de réduire le prix de commercialisation.

Source : <https://www.habx.fr/>

Un potager, une piscine, un espace de bricolage ?

On vous donne la parole pour choisir vos espaces partagés et participer à une aventure humaine et conviviale.



Plus qu'acheter un logement, créez le !

Personnalisez simplement en ligne toutes vos pièces et vos espaces extérieurs. Enfin un logement neuf qui vous ressemble.

La complexification des parcours de vie

Le processus d'individualisation est corrélé à une complexification des parcours de vie. Ces derniers sont en effet aujourd'hui moins linéaires, plus mouvementés, du fait de changements professionnels successifs, de parcours familiaux qui se diversifient (familles recomposées, séparations, mariages pour tous, etc.), des déménagements plus nombreux, etc. Ces évolutions amènent les individus, qui changent d'environnement plus fréquemment, à concevoir la qualité de vie au plus près de la cellule familiale, c'est-à-dire au sein des logements. Le logement est valorisé et renvoie à « l'image » de la famille, en quête de diversification ; lieu d'expression de l'individualité, il devient un espace qui concentre le désir de qualité de vie et d'originalité. Or, les désirs de grand volume, de lumière, d'un espace extérieur (jardin, terrasse ou balcon) contrastent avec les programmes de logements conçus selon la norme du T2, T3, T4... L'aménagement des espaces intérieurs devrait également intégrer l'évolution des modes de vie : la taille des pièces, l'organisation de la cuisine, de salle de bain, les besoins d'autonomie, les activités réalisées dans le salon ou les chambres...

D'une autre façon, les mutations de la famille, la durée de vie qui s'allonge, la difficulté que connaissent les jeunes à accéder à l'autonomie ont pour conséquence une multiplication des modes d'occupation des logements. En effet, entre les familles recomposées, les familles monoparentales, les personnes qui travaillent à la maison, le père célibataire qui reçoit ses enfants le week-end, la dame âgée seule qui occupe un grand logement, le jeune adulte qui retourne chez ses parents après les études en attente d'un travail, les attentes vis à vis du logement se multiplient et surtout évoluent dans le temps pour un même ménage. L'augmentation du coût du logement fait lui aussi évoluer les fonctions du logement, avec par exemple, la nécessité de louer son logement ou une partie de son logement plus ou moins ponctuellement.

Cependant, la capacité des logements à absorber certaines mutations de la famille ou les besoins différenciés des ménages, elle, n'évolue pas beaucoup. Le parc de logement neuf ou récent constitué de logements standards en taille et type (T2, T3, T4...) ne correspond plus à ce besoin de qualité de vie et de démarcation des familles, ni à l'évolution récente des modes d'occupation. Pour autant, une partie des professionnels de la ville et plus particulièrement du logement, ont bien conscience de cette discordance et plusieurs options sont réfléchies - un potentiel de modularité des logements, une évolution de l'aménagement des espaces intérieurs ou une facilité d'accès au logement (par exemple, les locations courtes durées) - sans pour autant aujourd'hui proposer de véritable alternative à cette offre standardisée.

Le besoin de modularité à l'échelle de la ville est lui aussi de plus en plus envisagé. Les évolutions rapides à la fois des technologies mais également des pratiques des habitants (par exemple, l'explosion des pratiques d'achat en circuit court ou le développement du travail indépendant) rendent difficiles la programmation urbaine à long terme, ne sachant pas quels seront les modes de vie à venir. Les progrès technologiques devront également intégrer la ville sans que l'on sache aujourd'hui de quelle manière (par exemple, la voiture autonome). La conception des espaces doit ainsi faire face à un nouveau défi : répondre aux besoins d'aujourd'hui tout en faisant en sorte de ne pas rendre impossible la réponse aux besoins de demain.

Ce qui amène les collectivités et les concepteurs à considérer des aménagements provisoires, modulables... en effet, dans un contexte de lutte contre l'étalement urbain et de fabrication de la ville sur la ville, de raréfaction des budgets publics, les concepts de réversibilité, de modularité, d'urbanisme éphémère, etc. prennent toute leur importance.

13 % des familles étaient monoparentales en 1990, elles sont **23 %** en 2015.
Insee, RP.

Le nombre de personnes vivant en couple diminue entre 2010 et 2015 à tous les âges entre 15 et 64 ans.
Insee, RP.

Un nouvel âge : en 1990, 10 % des 20-25 ans vivaient seuls, ils sont presque **20 %** en 2015
Insee, RP.

CŒUR DE CUGNAUX
Construire ensemble le centre-ville de demain

Depuis deux années, la ville de Cugnaux s'est engagée dans la définition d'un **schéma d'aménagement du cœur de ville** avec le concours de l'AUU77, agence d'urbanisme et d'aménagement toulousaine métropolitaine. Une concertation avec les habitants a eu lieu en 2016. Elle a permis d'acter l'évolution du centre-ville vers une organisation qui s'appuie sur la mise en valeur de deux axes piétons :

- le **chemin des arts** (du Quai des arts au Théâtre des Grands Enfants)
- le **chemin des écoliers** (du parc du Manoir jusqu'à l'école Léon Blum) qui se rejoignent place de la République.

Premier atelier, le 26 mai 2018

Pour l'année 2018, la ville a souhaité mettre en place une démarche participative de valorisation des axes piétons en s'inspirant des principes de l'**urbanisme tactique** : donner vie aux espaces publics en se les appropriant via des micro-aménagements temporaires et peu coûteux. La ville a décidé de mettre à disposition des initiatives d'habitants, les services techniques de la commune pour un accompagnement technique et la fourniture de matériaux.

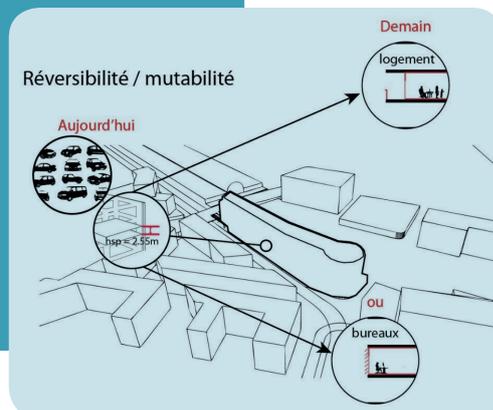
Mutualisation et réversibilité des infrastructures de stationnement

Les évolutions technologiques et sociales de plus en plus rapides poussent les politiques de mobilité à devoir emboîter les réflexions sur le temps court et le temps long. Il importe aujourd'hui d'intégrer un modèle de mobilité qui s'écarte du tout automobile pour interroger nos infrastructures, aménager avec souplesse et mettre en lumière les possibilités de mutation de l'existant.

De multiples innovations voient notamment le jour dans la conception des dispositifs de stationnement. Cela passe par la mixité d'usages, Toulouse ayant par exemple inauguré en 2016 son premier parking silo mutualisé dans le quartier de la Cartoucherie, répondant à la fois aux besoins de stationnement des résidents, salariés, commerçants du quartier et visiteurs.

Cela passe également par une réflexion à long terme sur la durabilité d'infrastructures telles que les parkings relais, développés pour favoriser l'interconnexion entre voiture et transports en commun, pour lesquels émergent des questions de suppression ou de nouveaux usages.

Apparaît dans ce cadre l'importance de penser la réversibilité de nouvelles infrastructures. Anticiper l'éventuelle baisse de la mobilité en voiture individuelle et ainsi le fait que ces équipements deviennent hypothétiquement un jour obsolète. A Toulouse, la réversibilité est un objectif affiché par Tisséo Collectivités dans l'étude de nouveaux parkings relais, autour de la 3ème ligne de métro par exemple. Plusieurs expériences existent, notamment à Montpellier, où la programmation du parking Saint-Roch permet à terme une mutation en logement ou en bureaux.



La déstandardisation des logements

La société d'économie mixte du Val-de-Marne, la Sadev94, a demandé aux architectes de l'agence STAR strategies + architecture (qui ont beaucoup travaillé sur les modes contemporains d'occupation des logements) d'élaborer, pour la construction de 280 logements à Ivry, une offre d'habitat totalement moderne et en adéquation avec les évolutions des ménages et de leurs attentes : prise en compte des besoins d'autonomie des membres du foyer, des possibilités de colocation, etc. Pour permettre la mise en œuvre du programme, la logique classique a été inversée en faisant d'abord travailler les architectes à l'élaboration du programme d'habitation et en organisant dans un second temps une compétition entre promoteurs pour la mise en œuvre de ce

programme. Pour identifier les nouveaux modes d'occupation, les architectes sont partis de situations particulières - par exemple, le père divorcé qui a besoin d'une seconde chambre pour accueillir son fils un week-end sur deux — et ont dessiné un type de logement pour chaque situation. Leur proposition transforme le type de logements proposés mais également leur conception pour permettre de faire évoluer le logement avec plus de facilités, voire de le diviser : l'orientation des chambres vers le palier (pour ouvrir une porte si nécessaire), des réseaux électriques séparables, la construction de mur acoustique au sein des logements, etc.

Exemple d'un logement ancien de 4/5 pièces habité par une dame âgée qui continue à recevoir ses petits-enfants de temps en temps mais dont les charges sont trop élevées pour elle seule.



Le même logement conçu par l'agence, dont les évolutions ont été pensées dès la construction. Le scinder en deux et poser une kitchenette n'ont pas été compliqué car les réseaux et l'agencement le permettaient : la dame peut continuer à vivre dans son logement.



Source : http://st-ar.nl/linterieur-de-la-metropole-ongoing-project/star_interieur-metropole_zoom/

De la propriété à l'usage

Au cours des décennies d'après-guerre, la société française comme les autres sociétés du monde occidental a connu une phase où les pratiques de consommation ont augmenté, tout en restant une activité proprement économique. Elles ont certes alimenté un mode de vie, défini par ailleurs, en référence aux rôles sociaux et valeurs sociales. Par la suite, consommer est devenu une valeur en soi : le consumérisme. La consommation a envahi la vie quotidienne, a occupé une place croissante dans la culture et l'organisation sociale, pour devenir un mode de vie dépassant la seule dimension économique.

Une nouvelle forme de consommation fait son chemin et prend de plus en plus d'importance : l'expérience plus que l'objet est recherchée.

Plus récemment, une nouvelle forme de consommation fait son chemin et prend de plus en plus d'importance : l'expérience plus que l'objet est recherchée. L'objet devient un outil pour réaliser l'expérience. La logique de l'usage l'emporte alors sur la logique de l'avoir (Rifkin J.). Elle correspond en partie à une évolution du système de valeur tourné vers de plus de plus de sobriété économique et un moindre impact environnemental. Cette consommation tournée vers l'usage implique le contrôle de l'accès à l'objet, et cette activité se développe à grande vitesse grâce au numérique (tous les systèmes qui permettent d'utiliser un objet, une voiture par exemple, en évitant de le posséder). Dans cette catégorie, peuvent s'ajouter les services qui permettent de faire durer la vie d'un objet – en opposition avec l'ère du jetable – comme la vente d'objet d'occasion ou les services de réparation. Ainsi, les nouvelles pratiques de consommation se tournent vers l'achat d'objets d'occasion, la location (très récemment même les vêtements se louent), les plates-formes d'échanges et de services, l'économie du partage (logement, voiture, etc.)...

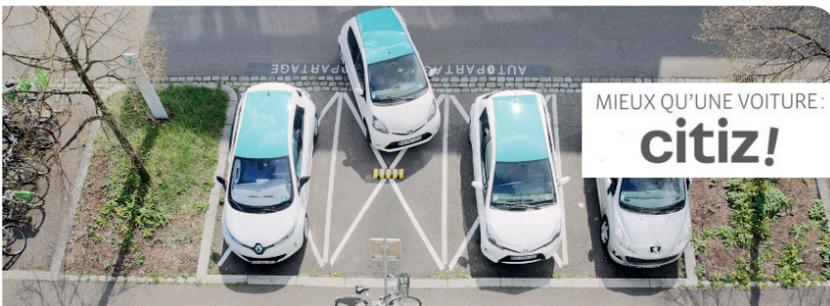
Si d'un côté, cet intérêt pour l'expérience se traduit par un ascendant de la fonction de l'objet sur la représentation qu'il véhicule (ce que l'objet dit de nous), d'un autre côté, on assiste au contraire à l'apogée de l'image véhiculée par l'objet en valorisant une histoire autour de lui (par exemple, via les concept store).

Entre 2010 et 2015, pour la première fois, le taux de motorisation des ménages en France a baissé, passant de 83,5 % à **82,9%**

Insee, RP.

En 2017, 65 % des français sont prêts à partager leur objet (contre 54 % en 2014). 58 % des jeunes de 18 à 24 ans ont eu des pratiques collaboratives.

CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations des Français, juin 2017.



Vers la mobilité partagée

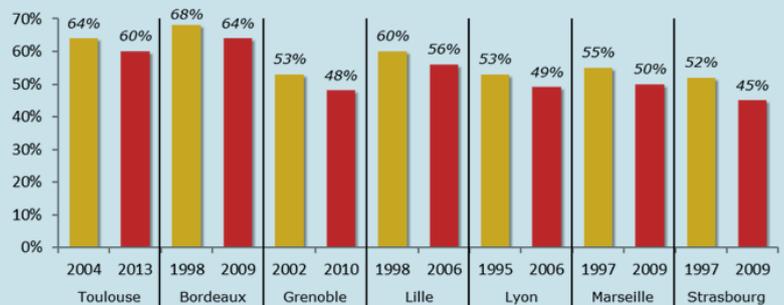
L'ère du « tout voiture » en milieu urbain dense est en recul. Contrairement aux territoires périphériques, les villes centres voient la part modale automobile se réduire tout comme le taux de motorisation de leur ménage. Cette tendance peut s'expliquer à la fois par des facteurs économiques, environnementaux, une reconquête de l'espace public, et une forte progression des réseaux de transports en commun.

En parallèle, on observe une évolution des comportements modaux. Dans un espace public davantage contraint et avec un coût d'amortissement et d'usage plus élevé, la voiture est de moins en moins possédée. A Toulouse, le taux de ménages sans voiture est passé de 25% en 2004 à 32% en 2013. L'accès à la voiture semble se distinguer aujourd'hui de sa possession. Autrefois prolongement de l'espace personnel, on consent aujourd'hui à partager véhicule et déplacement dans un rapport moins affectif mais plus fonctionnel à l'automobile. En témoigne le recul de 7 points de la part des 18-24 ans titulaires du permis de conduire dans les agglomérations de Bordeaux, Rennes, Lille, Grenoble, Marseille, Strasbourg et Lyon (sources : 6T).

Le permis semble aujourd'hui remplacé par la possession du smartphone, tant le numérique est un facteur clé du développement de nouveaux services à la mobilité, partagés et collaboratifs. Ces services s'appuient sur la notion de « communauté », davantage personnifiée que les notions d'« usagers » ou de « client », et faisant appel à de nouveaux liens sociaux. Les systèmes fleurissent (autopartage, covoiturage, vélos en libre-service, stationnement mutualisé) partant de l'innovation sociale pour s'institutionnaliser autour d'acteurs publics ou privés. Ces services au succès grandissant (de 1 million en 2011 à 45 millions de membres aujourd'hui pour Blablacar) s'appuient sur la rencontre d'une offre et d'une demande existantes et font tomber les freins à l'usage des mobilités partagées, notamment en mettant en place des systèmes de confiance (profils virtuels, évaluations mutuelles, paiement en ligne...).

Évolution de la part modale automobile dans les grandes agglomération françaises

Source : EMD



Café bricol' des 7 Deniers



Matériel Hi-Fi



Outils



Jouets



Informatique



Appareils ménagers



Judi 25 janvier
18h30 à 20h30

Au local Yémaya
47 rte de Blagnac

Après une présentation et un apéro inaugural offert, nous réparerons ensemble les appareils que vous aurez amenés

07 82 03 58 22
cafebricol7d@protonmail.com

L'individu acteur

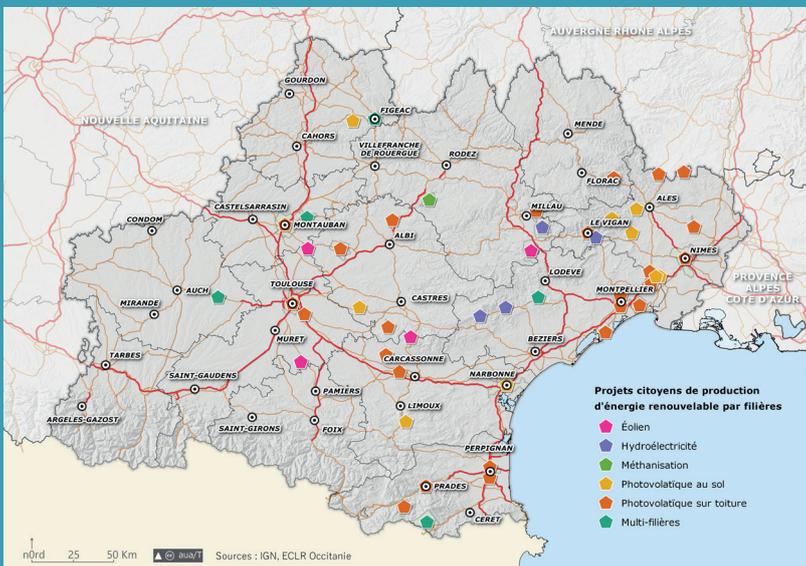
Dans son rapport à la société, aux institutions, aux différents groupes sociaux, l'individu évolue vers plus d'autonomie - tout en restant aussi solidaire voire davantage (l'implication bénévole dans des associations, par exemple, semble augmenter significativement). De nouveaux modes d'organisation se font jour dans lesquels les individus font preuve d'une volonté de se prendre en main mais aussi de participation à la sphère publique : organisation de consommateurs (AMAP), coopératives, volonté de participer aux débats, de développer des réseaux de solidarité, etc. L'élévation du niveau d'instruction, les réseaux sociaux et le développement de l'accès à l'information en sont l'origine, mais pas seulement. Une forme de défiance vis-à-vis de toute parole, action ou dispositif « venant d'en haut » (politiques, système de santé, éducation, médias, grosses entreprises, etc.) ou une déception vis-à-vis de la prise en compte de certains enjeux (environnementaux, économiques...) par les décideurs accélèrent ce mouvement de prise en main des habitants et de la société civile.

45 % des jeunes de moins de 30 ans sont membres d'une associations, et 31 % donnent régulièrement de leur temps bénévole.

CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2015

De nombreux domaines ont vu arriver ces nouveaux interlocuteurs au côté des institutions ou des acteurs économiques : des associations ou des coopératives qui arrivent sur un marché dans une forme de concurrence (les AMAP doivent respecter des règles pour se différencier d'un commerce comme l'absence d'échange d'argent sur le lieu de distribution), des mouvements militants qui souhaitent faire entendre leurs voix auprès des élus locaux, des habitants qui s'organisent pour proposer un service en réponse à des besoins identifiés par eux... Les collectivités doivent aujourd'hui faire face à de nouvelles questions : jusqu'à quel point le service public va-t-il être bousculé par ces initiatives collectives mais privées ? Comment garantir le service public, sa continuité et son égalité d'accès ? Mais aussi comment accompagner ces initiatives pour qu'elles se structurent et prennent de l'ampleur quand elles se révèlent d'intérêt général ? Quelle complémentarité et articulation entre le service public et ces initiatives privées ?

Si les collectivités ont ressenti souvent comme une contrainte la participation et l'implication des habitants dans les projets, plus récemment, une prise de conscience s'opère. D'une part, la nécessité se fait sentir de faire évoluer l'offre de service et le mode de fonctionnement pour mieux répondre aux nouveaux besoins ; d'autre part, l'idée que, pour se faire, il semble incontournable de s'appuyer sur « l'expertise d'usage » et la créativité des habitants. Le développement des méthodes de Design Thinking dans les processus de transformation de certains services publics en sont une illustration, ainsi que la diversité des démarches de concertation autour de la définition de projet urbain.



Vers une transition énergétique citoyenne

Conscients du challenge de développement des énergies renouvelables et respectueuses de l'environnement et souhaitant être « acteurs » de la transition énergétique sur leur territoire, plusieurs collectivités et citoyens s'investissent aujourd'hui dans un projet citoyen de production d'énergies renouvelables. Depuis 2014, 49 projets citoyens ont ainsi été engagés en région Occitanie, dont 15 sont aujourd'hui en exploitation et 25 en cours de développement. Ils représentent 4 millions d'euros d'épargne locale mobilisée, pour des retombées socio-économiques qui bénéficient directement au territoire.

Produisant globalement 13 GWh en 2017, différentes filières sont représentées, avec une prédominance des projets photovoltaïques en toiture ou au sol (26 projets photovoltaïques en toiture, 9 parcs solaires au sol, 4 projets éoliens, 4 projets hydrauliques, 1 projet en méthanisation, 5 projets en multi-filières.)

Choisir son habitat grâce à l'auto promotion

Le plus grand programme d'habitat participatif en France (89 logements répartis sur quatre immeuble, « les quatre vents ») accueille à Toulouse ses habitants depuis le début de l'année. Un des 4 immeubles s'est élaboré en autopromotion. Les habitants, aujourd'hui structurés en coopérative Abricoop, ont co-conçus leur immeuble et leur propre logement. Pour les habitants, s'engager dans ce projet répond à une volonté d'un mode de vie à la fois plus solidaire et soucieux de l'environnement : vivre en ville et se déplacer à pied ou en vélo (9 places de voitures pour 17 appartements), partager des moments de la vie quotidienne avec ses voisins, s'entraider, partager des espaces (salle commune, chambre d'amis, buanderie) mais aussi habiter un immeuble de haute qualité environnementale... Tous les occupants ont travaillé étroitement avec l'architecte pour dessiner les lieux d'habitation sur mesure. La conception permet également l'évolution des logements à moindre coût.

Copyright : Stéphane Brugidou



Le « Tiers Lieu Educatif » : redonner vie à un dispositif grâce à l'impulsion des jeunes

A Tournefeuille, les dispositifs classiques à destination des jeunes – le point information jeunesse et le Point Accueil Jeunesse (PAJ) – ne fonctionnaient plus : peu de fréquentation et image ternie. En s'inspirant des méthodes des Fablab dont le PAJ partage la mission d'accompagnement au projet, le service jeunesse – porté par la fédération Léo Lagrange – a accompagné un collectif de jeunes, depuis structuré en association (l'AJI), dans la mise en place de plusieurs projets – le premier étant un événement en hommage aux victimes du Bataclan. Depuis, l'AJI et le service jeunesse conjointement ont redéfini les méthodes d'intervention en commençant par une enquête sur la vision de la société et les besoins de 15 – 25 ans. A la question « quelle ville idéale voulez-vous habiter ? », ils ont répondu : « On veut habiter dans des colocations et rejoindre les autres habitants quand on le souhaite ». C'est dans cet esprit que les locaux d'accueil sont repensés : des espaces pour les jeunes autour du faire – un espace multimédia et atelier de réparation et bricolage - et des espaces plus mixtes, ouvert à tout le monde: un bar associatif, un espace de coworking et un pôle recherche (accueil de jeunes chercheurs, de stagiaires etc.). Tous les projets développés (voyage, concert, reportage TV ou radio, etc.) sont à l'initiative de l'association AJI, organisée en plusieurs commissions thématiques (évènementiel, voyage, reportage, etc.).

À À
T p
o a
u r
r t
n i
c r
e f
c u
i l
l a
i s

avec espace d'information : logement, co-voiturage, échanges de services, santé, programmation de séjours et espace d'exposition.

Un BAR ASSOCIATIF

DES ATELIERS

orientés vers les métiers manuels, les ateliers proposent une programmation en lien avec les projets d'animation du service et du public. Un service « réparation et recyclage » d'objets sera expérimenté.

ESPACE MULTIMÉDIA

Studio radio, plateau TV, vidéo. Enregistrement d'émissions, réalisation de reportages, clips vidéo, photo documentaire...

ESPACE DE CO-WORKING

Mise à disposition d'un espace à l'attention de professionnels (artisans, start-up, entrepreneurs...), en contrepartie de leur engagement à consacrer du temps à expliquer leur parcours et leur métier aux jeunes

FORMATIONS, ÉCHANGES DE COMPÉTENCES

et accompagnement des jeunes sur des projets favorisant la mobilité, la coopération et la solidarité au niveau local et international.

COOPÉRATIVE DE SERVICES

- Mise en lien jeunes/employeurs (collectivités, associations, particuliers) en proposant des emplois ponctuels (entretiens des espaces verts et des bâtiments, baby-sitting...)
- Implication des jeunes dans des projets avec les services de la ville et les associations.

CENTRE DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE

Un espace ouvert aux jeunes étudiants en recherche de stage ou réalisant des travaux de recherche dans le cadre de leurs études.

PÔLE RECHERCHE

rassemblant des ouvrages et des supports pédagogiques destinés aux professionnels de l'animation.

lieu Éducatif

La décompartmentation des fonctions

Le développement du travail des femmes et la bi-activité au sein des couples, des temps de moins en moins synchronisés par des horaires collectifs (horaires d'usines), l'augmentation des distances entre lieux de vie et lieux d'emploi, l'individualisation des emplois du temps, la société des loisirs, etc. sont autant de facteurs qui favorisent l'enchevêtrement des temps quotidiens et poussent les individus à rechercher une simplification de leur gestion quotidienne. Le numérique a joué comme levier d'amplification de ces évolutions offrant la possibilité de déterritorialiser et de désynchroniser certaines activités du quotidien (des achats en ligne quand on veut, d'où l'on veut ; des démarches administratives sans se déplacer...). Ainsi les limites s'estompent entre les différents registres d'activités. Cela se matérialise par exemple par des demandes d'espaces dédiés au travail dans les logements (pour le télétravail, les dossiers qu'on finit chez soi...) ou son pendant, le développement dans les immeubles de bureau d'espaces consacrés à la détente, au repos, à la convivialité...

Le taux d'activité des femmes est passé de 59 % à 83 % entre 1975 et 2015

Insee, RP.

La nature en ville ou la multifonctionnalité de la Trame Verte et Bleue

Les vingt-cinq espaces de nature de plus de dix hectares identifiés sur la grande agglomération toulousaine, le succès de leur fréquentation aux beaux jours, la multiplication des projets de jardins collectifs (aujourd'hui plus de cent jardins existants et en projet sont identifiés sur le territoire), sont les signes d'une réappropriation de l'espace urbain par les citoyens. Désignée comme une composante du bien-être citoyen, la nature en ville répond à plusieurs fonctions et favorise les aménités urbaines :

- biodiversité, préservation écologique, éléments naturels, ressources, économiques notamment : production agricole, production énergétique, production de matériaux,
- fonctions sanitaires (eau, air, bruit, déchets), thermique, énergétique, gestion du cycle de l'eau, préservation des risques naturels (ruissellement, inondations, incendies...),
- cadre de vie, esthétique, mise en valeur des paysages, fonctions sociales et psychologiques : aménités, loisirs, sports, accès à la nature, acceptation de la densité urbaine, citoyenneté active.

La nature en ville représente une réelle opportunité pour engager des démarches participatives dans le cadre de projets urbains ou de projets de planification. Elle propose une approche fédératrice, collaborative entre acteurs, au travers d'enjeux dépassant souvent les limites administratives. Plusieurs réseaux d'acteurs sont concernés : usagers temporaires, habitants-jardiniers, professionnels des espaces verts et gagneraient à être impliqués de façon plus cohérente dans le traitement des enjeux écologiques (liaison entre le Cœur d'agglomération et ses périphéries rurales), économiques (coût d'entretien), et sociaux (accès à la nature) de la nature en ville.

Ce décloisonnement se lit aussi sur le territoire. La ville construite au XX^e sur des principes fonctionnalistes organisait des quartiers économiques, de logements, de commerces au fonctionnement largement dépendant de l'automobile individuelle. Étalement de la ville, augmentation des distances, concentration des habitants dans les territoires urbains, le modèle se sclérose. Aujourd'hui les enjeux de proximité, d'accessibilité, de mixités fonctionnelle, sociale, générationnelle, sont mis en avant dans la conception de la ville, son renouvellement mais aussi sa gestion, à l'image d'espaces routiers qui deviennent des plages d'été ou de centres commerciaux qui jouent la carte des loisirs. Participant de la même dynamique, les différences entre espaces ruraux et urbains s'estompent, les modes de vie en ville et à la campagne s'hybrident, s'entremêlent, ou cherchent de plus en plus à le faire. Versant monde rural, la technologie numérique et ses applications permettent un accès à des biens, des services, des réseaux de sociabilités... jusqu'alors réservés aux citoyens. « En ville », la prise de conscience des enjeux environnementaux, la mise à distance par l'urbanisation des espaces de nature, redonnent à ces espaces une valeur de qualité de vie : les citoyens aspirent à une ville plus verte (végétalisation des toitures, développement des promenades le long des fleuves...), reconnaissent aux espaces naturels de nouvelles fonctions (loisirs, rafraîchissement...), nouent notamment des liens de proximité avec le monde agricole via les AMAP, les fermes urbaines...

Une gestion quotidienne à simplifier et les temps quotidiens qui s'enchevêtrent.

Atelier potager, écluse Saint-Pierre, Toulouse



Nouveaux bureaux, vers un bouleversement ?

Après plusieurs décennies de production de bureaux normés voire industrialisés, les lieux de travail connaissent de profondes mutations pour s'adapter aux nouvelles pratiques managériales et aux attentes des « Millenials » qui souhaitent des aménagements favorisant l'innovation, la flexibilité, le travail collaboratif comme les échanges informels et créatifs dans des espaces conviviaux, avec de nombreux services... Ces pratiques favorisent la création d'une nouvelle génération d'immeubles qui prend forme dans des bâtiments anciens aujourd'hui délaissés : des entrepôts, des usines ou des immeubles d'habitations désaffectés. Coworking, tiers-lieux, ruches, FabLabs... se sont ainsi développés pour accueillir des startupper, des autoentrepreneurs, des travailleurs nomades qui recherchent un lieu hybride offrant une grande diversité de services et de rencontres, un espace polymorphe avec des ambiances très contrastées et que l'on fréquente

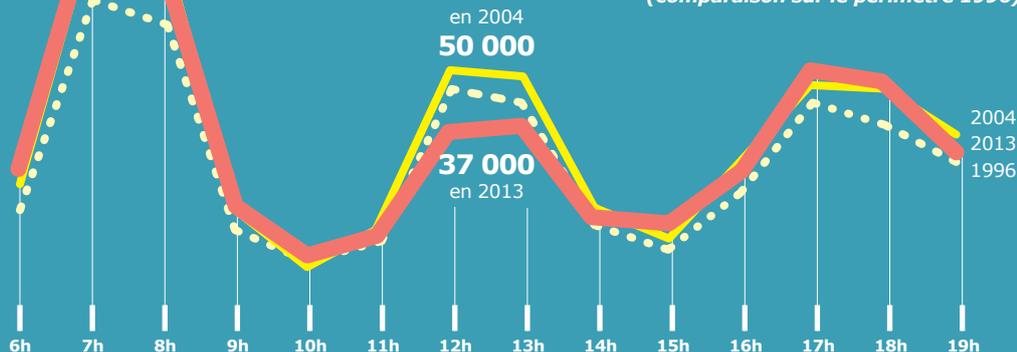
en fonction de ses besoins sur une durée choisie. Ces espaces sont essentiellement localisés dans les grands centres urbains à proximité des aménités urbaines, des transports en commun. Se développe également une nouvelle production de bureaux conçus pour être « habités » : des espaces aux fonctions multiples avec des espaces de travail, des espaces de détente et une panoplie de services pour les salariés. Ces immeubles véhiculent un label, un savoir-faire et se veulent être un « étendard » pour fidéliser les salariés comme les clients. Plusieurs exemples sont déjà sortis de terre dans l'agglomération toulousaine dont le siège social d'Airbus Group sur la zone aéroportuaire de Toulouse, celui de Safran sur Andromède à Blagnac, Stellia Aerospace sur Saint-Martin-du-Touch-Ramassiers ou encore le B612 sur Toulouse Aérospatiale... Tous sont de véritable campus qui s'apparentent à ceux abritant les géants de l'économie numérique américaine.

Une généralisation du non retour au domicile le midi

L'analyse de l'Enquête Ménages Déplacements de l'agglomération toulousaine montre que les mouvements entre domicile et lieu d'emploi sont en forte diminution pendant la pause de midi : entre 2004 et 2013, -25% de déplacements domicile - travail entre 12h et 14h. Cela s'explique notamment par l'augmentation des distances (+7% depuis 2004) et des temps de parcours (+3 minutes depuis 2004) entre l'emploi et le domicile, et par un développement des services aux salariés au sein de l'entreprise.

Pour autant, l'ensemble des déplacements en lien avec le travail reste très important à la mi-journée, montrant une demande de mobilité toujours forte sur cette période, mais davantage tournée vers la proximité (restauration, achats, promenade...). La qualité des espaces publics et la mixité urbaine dans des zones d'emplois majoritairement aménagées de manière fonctionnelle devient ainsi un objectif pour favoriser des déplacements de proximité et les modes alternatifs à la voiture. Réduire l'usage de la voiture à la pause méridienne constitue une étape importante dans la diminution des déplacements automobile sur l'ensemble de la journée des actifs.

Répartition horaire des déplacements domicile - travail (comparaison sur le périmètre 1996)



Les pratiques quotidiennes et les modes de pensée : entre local et global

La globalisation diffuse les mêmes systèmes de pensées, les mêmes produits ou pratiques à l'échelle mondiale. Elle engendre en même temps de la différenciation en accroissant la variété et l'éventail des possibles pour les individus. Ces processus, en venant rencontrer le local, produisent un phénomène de « glocalisation », qui combine les deux échelles « globale » et « locale ». Une partie des pratiques (ou objets) diffusée grâce à la globalisation est empruntée à des cultures locales. Par exemple, la pratique du Yoga, la consommation de pizzas... De ce fait, chaque ville ou chaque territoire est support d'une pratique qui peut un jour se globaliser. Par exemple, les individus développent des relations sociales à distance, parfois de l'autre côté de la planète grâce aux réseaux sociaux et aux outils de communications (Skype, Messenger, What's App...) tout en cherchant à retrouver des pratiques de sociabilité de proximité en allant sur les marchés, en pratiquant des activités à côté du domicile, etc.

Pour 66 % des individus en 2017, la proximité est le premier critère de choix d'un magasin, contre 55 % en 2007.

Source : CREDOC, enquêtes Tendances de consommation, volet commerce 2017.

Parallèlement, les institutions nationales perdent de leur influence dans leur fonction de production de sens et leur capacité à garantir une cohésion sociale et à résoudre certaines problématiques. L'échelle locale, comme échelle d'action, de consommation, prend de l'importance pour les individus quand ils souhaitent donner du sens à leur action : il est difficile d'agir au niveau mondial, l'échelle de la proximité est plus maîtrisée. Pour autant, cette échelle de proximité n'est pas toujours facile à saisir, puisque nos pratiques quotidiennes s'y ancrent de moins en moins (domicile éloigné des lieux de travail). Mais il y a une volonté de retrouver une sociabilité et un investissement dans son cadre de vie. Cela se traduit par exemple dans les pratiques de consommation (circuits courts, retour du commerce de proximité). Aujourd'hui, on observe une tendance globale à l'augmentation de l'achat de produits locaux... dans une démarche de préservation des économies agricoles locales, d'accès à des produits de qualité dont on maîtrise la provenance.



RéSoLa, créer de la solidarité dans son quartier grâce aux SMS

Le collectif d'habitants « Silicon Deniers » a créé une application d'échanges de coups de main (prêt de matériel, échanges de vêtements d'enfants, covoiturage, déménagement...) entre habitants du quartier des Sept Deniers à Toulouse. Cette application fonctionne avec la technologie sms, pour toucher le plus grand nombre de personnes (après s'être rendu compte que de nombreux habitants peu aisés n'ont pas un accès fluide à internet) et est réservée aux femmes pour qu'elles puissent transmettre leurs coordonnées en toute tranquillité. Intégrer RéSoLa se fait par cooptation pour maintenir l'ancrage du réseau dans le voisinage, et conserver l'objectif de lien. 250 adhérentes échangent des services via cette application.

Après une période d'extension et de développement urbain, l'aménagement du territoire doit répondre à cet enjeu et retravailler la notion de proximité via le maintien de services (publics ou privés) en proximité, l'aménagement d'espaces publics fédérateurs en complément des centres des métropoles (faubourgs ou communes de périphérie). Il ne s'agit plus uniquement de faciliter les déplacements entre les fonctions métropolitaines et les zones étendues d'habitat. Cet enjeu se traduit aussi par une volonté des habitants et des élus de préserver (voire réinventer) les particularismes locaux, de valoriser une identité des territoires (par exemple, des communes absorbées par la métropolisation) en s'appuyant sur l'histoire, la forme urbaine, le patrimoine paysager etc. Si l'urbanisme cherche à se contextualiser, à s'adapter aux situations locales, du fait d'une forme de concurrence territoriale internationale, il se fait également en référence à des modèles qui s'appliquent aux quatre coins de monde (grandes tours, quartiers d'affaires, habitat standardisé, etc.).



Les monnaies locales, inscrire dans la proximité et maîtriser le système financier

Aujourd'hui plus de 2 500 systèmes de monnaies locales sont utilisés dans le monde. Depuis 2010 une soixantaine de monnaies locales se sont créées en France. Elles sont reconnues légales par la loi sur l'économie sociale et solidaire adoptée en 2014. Elles servent à dynamiser l'économie locale et favoriser le lien social. Pour les utilisateurs de ces monnaies, elles rassurent par la transparence de leur système et permettent de financer des projets locaux sociaux et solidaires. A Toulouse, le sol-Violette a été créé en 2011. Il est utilisé par deux milles personnes et 230 prestataires (entreprises, associations, professions libérales...)

Source: https://fr.wikipedia.org/wiki/Monnaie_locale et <https://www.sol-violette.fr/>

TOULOUSE L'OPEN MÉTROPOLE

Stratégie
Smart City
2015-2020

Open Métropole : usages et participation des habitants pour co-construire la Ville de Demain

Toulouse Métropole a lancé en 2015 sa démarche Smart City appelée Open Métropole qui associe les acteurs du territoire, encourage la co-construction et mobilise différents outils : des programmes d'investissements ; des partenariats public-privé ; un Laboratoire des Usages ; des expérimentations avec des start-up... Toulouse Métropole place ainsi la question des usages et des pratiques citoyennes au centre de sa réflexion. L'objectif est de co-construire la ville de demain avec les usagers, les impliquer dans le déploiement de solutions innovantes (107 379 citoyens testeurs en 3 ans). La mise en place du Laboratoire des usages témoigne de cette volonté.

Un atelier du Laboratoire des Usages a par exemple été mis en place en 2018, afin de tester une plate-forme de participation citoyenne « jeparticipe.toulouse.fr » (250 personnes) ou d'accompagner la commune de l'Union sur le secteur de la Violette Nord, secteur de 38 hectares constitués de terres agricoles et de territoires peu urbanisés. La démarche a mobilisé plus de 150 personnes (citoyens, usagers et professionnels) et a permis d'identifier des préconisations qui permettront d'ajuster le futur PLUiH au plus près des attentes des usagers. L'Open Métropole participe à la transformation urbaine, via ses outils pour répondre aux enjeux de la transition climatique et de la participation citoyenne.

LE LABORATOIRE DES USAGES

Conclusion

Cette publication est partie du constat de l'ampleur des changements que connaît la société ces dernières années et de la certitude que ces bouleversements vont se poursuivre. Cependant, le sens du mouvement n'est pas toujours certain et laisse de nombreux points d'interrogation sur son impact sur la ville, sans compter la nécessité de faire face à plusieurs défis dont le social et l'environnemental ne sont pas les moindres.

La forme des logements est questionnée par les nouvelles organisations familiales. Les types de services doivent être repensés au regard de l'organisation complexe de la vie quotidienne des ménages et du développement des personnes âgées. L'aménagement des espaces publics est interpellé par l'évolution des pratiques quotidiennes de mobilité, de consommation, de sociabilité, de loisirs mais aussi par les questions environnementales et le développement du numérique. Les questions climatiques, énergétiques, de biodiversité imposent de repenser la fonction de la nature en milieu urbain et les systèmes de mobilité. Toutes ces évolutions peuvent redessiner les équilibres socio-territoriaux et modifier en profondeur la structure des villes.

Bien que ces évolutions sociétales soient globales, chaque territoire possède sa singularité du fait de son histoire, de sa structure, de ses activités économiques, de son climat... Ainsi, les évolutions des modes de vie n'imprègnent pas les territoires de la même façon ni avec la même intensité. Le territoire toulousain porte des caractéristiques particulières : d'un côté, nous le voyons à travers les exemples proposés, il fait preuve de résilience, dans le sens où il est porteur d'innovations dans de nombreux domaines. De l'autre, par exemple, son organisation territoriale est contrainte par une polarisation de l'activité économique et une emprise résidentielle très étendue ce qui interpelle sur la façon dont il absorbera les futures exigences (recherche de proximité, décompartmentation des fonctions, etc.).

Les outils d'observatoires partenariaux existant autour du commerce, des déplacements, de l'habitat, de l'environnement, de l'économie ainsi que la réalisation de diagnostics nécessaires aux politiques publiques amènent la mobilisation de nombreuses ressources pour une meilleure connaissance territoriale. Pour autant, ces outils peinent à prendre en compte et à comprendre l'évolution des modes de vie et l'émergence de nouvelles pratiques. La mise en œuvre d'une démarche nouvelle apparaît comme nécessaire afin de mieux prendre en compte les usages et les modes de vies des habitants pour compléter la connaissance, alimenter et orienter les politiques publiques locales.

**▀▀ Nous savons tous que
la question des villes
sera la question centrale
du siècle qui commence.**

Pierre Veltz, grand prix de l'urbanisme 2017 

Bibliographie

- Asher F., Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs, L'aube, 2000.
- Bourdin A., La métropole des individus, L'aube, 2005.
- Dembo A., Bourdon S., Fourniret A., Mathé T., Proximité et qualité, les deux priorités pour faire ses courses alimentaires, Consommation et modes de vie, n°299, Credoc, mai 2018.
- Fourquet J., Mergier A., Peugny C., Le grand malaise, enquête sur les classes moyennes, Jean Jaurès Fondation.
- Guilluy C., Fractures françaises, François Bourrin éditeur, 2010.
- Hoibian S., Le collaboratif un nouvel idéal pour les foules sentimentales, cahier de la recherche n°337, Credoc, décembre 2017.
- Maurin E., Le ghetto français, Seuil, 2004.
- Rifkin J., L'âge de l'accès. La révolution de la nouvelle économie, La découverte, 2000.
- Économie et statistique n° 478-479-480, Insee, 2015.
- La métamorphose de la société française, les grands dossiers des sciences humaines n°44, 2016.
- Penser autrement, les modes de vies en 2030, Commissariat Général au Développement durable, Délégation au Développement durable, 2014.
- Les jardins et les vergers collectifs vers une autre nature en ville, Perspectives Villes, aua/T, 2017.
- L'enjeu du numérique : vers la ville durable augmentée, aua/T, 2016.
- Métropolisation et proximité, quels enjeux pour demain ? Détours prospectifs, aua/T, 2016.
- Quand les habitants innoveront... Détours prospectifs, aua/T, 2015.
- La Mobilité Partagée, Observatoire Mobilité du SGGD, Perspectives Villes, aua/T, novembre 2015.
- La ville au défi du numérique Détours prospectifs, aua/T, 2013.
- Les déplacements dans la Grande Agglomération Toulousaine, Principaux résultats de l'Enquête Ménages Déplacements, aua/T, 2013.

Publications de l'aua/T

- La jeunesse toulousaine : une diversité de situations, Perspectives Villes, aua/T, janvier 2018.
- Pratiques et contraintes liées à la situation de monoparentalité, Perspectives Villes, aua/T, avril 2017.
- Comment agir en faveur de la santé et du bien-être des habitants dans l'aménagement des territoires ? Les ateliers, aua/T, 2017.

aua/T

Agence d'urbanisme et d'aménagement Toulouse aire métropolitaine
Le Belvédère - 11 bd des Récollets - CS 97802 - 31078 Toulouse cedex 4 - Tél. 05 62 26 86 26 - www.aa-toulouse.org